

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE LA COMMUNE DE VARENNES-JARCY et l'ASSOCIATION « LA CABANE DES P'TITS COQUINS »

ENTRE

LA COMMUNE DE VARENNES-JARCY, représentée par son maire en exercice Monsieur Jean-Marc JUBAULT, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du.....

ET

L'association « LA CABANE DES P'TITS COQUINS » représentée par Cyrielle CHARRIER, présidente,

EXPOSE DES FAITS :

Dans le cadre du développement de ses services, la commune de Varennes-Jarcy souhaite développer une offre d'accueil collectif pour les moins de 4 ans. Pour ce faire, elle souhaite implanter un bâtiment d'environ 120 m² Chemin des Aufrais, destiné à la création d'une Maison d'Assistantes Maternelles. Il sera mis à disposition de l'association « La cabane des p'tits coquins », constituée par 3 assistantes maternelles. La réalisation du projet implique l'obtention d'un agrément pour chacune d'elle auprès du Conseil Départemental.

Les deux parties étant animées par le même objectif qui est celui de développer un lieu d'accueil de 12 places maximum pour les moins de 6 ans, elles souhaitent s'engager réciproquement dans la réalisation du projet de MAM de Varennes-Jarcy.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 :

1-a : la commune s'engage à faire construire un bâtiment répondant à l'ensemble des normes pour l'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans dans un délai d'1 an. Elle s'engage à associer les 3 assistantes maternelles aux réflexions portant sur l'aménagement du lieu et sur l'équipement de la Maison des Assistantes Maternelles.

1-b : A la livraison du bâtiment, la commune s'engage à le mettre à disposition de l'association suivant les termes d'une convention à intervenir entre les 2 parties stipulant les clauses d'occupation.

1-c : Au cours de la période de mise à disposition, la commune s'engage à prendre en charge :

- Le premier équipement et mobilier,
 - ▶ Les vérifications annuelles obligatoires pour les ERP : électricité, gaz, dispositif de sécurité
- La maintenance du bâtiment et des installations

ARTICLE 2 :

2-a : l'association s'engage à obtenir l'agrément de trois personnels auprès du Conseil Départemental pour un nombre total de 12 places maximum.

2-b : Elle s'engage à présenter aux représentants de la commune le projet de fonctionnement ainsi que le projet pédagogique. Dans ce cadre, l'association devra proposer des horaires d'ouverture répondant aux objectifs de la commune à savoir un accueil proposé aux familles 5 jours sur 7 sur une amplitude horaire journalière de 12 heures selon la demande. Elle devra accueillir en priorité les enfants des parents résidant sur la commune de Varennes-Jarcy. Elle devra pratiquer des tarifs qui permettront aux familles de percevoir la prestation d'accueil du jeune enfant.

2-c : dès la prise de possession du local, l'association s'engage à :

- Respecter les dispositions du code du travail, du code de l'action sociale et des familles, du code de la sécurité sociale et du code général des impôts,
- Respecter le nombre d'enfants prévus par son agrément dans le respect des capacités d'accueil du local
- Gérer la structure : inscriptions, facturation etc...
- Fournir le petit matériel nécessaire à l'activité des enfants et au bon fonctionnement de la MAM
- Fournir et/ou préparer les repas et autres denrées alimentaires, boissons etc. pour les enfants en accord avec les parents
- Prendre à sa charge les dépenses courantes liées au fonctionnement du local (eau, électricité...)
- Le renouvellement du mobilier lorsqu'il devient obsolète ou présente un danger pour les enfants,

Elle prendra également à sa charge les frais de téléphone ainsi que l'entretien des locaux.

ARTICLE 3 :

Au plus tard 6 mois avant l'ouverture de la structure, la commune proposera un bail qui précisera les caractéristiques du local ainsi que les modalités de mise à disposition et de reconduction. Elle proposera également une convention de partenariat définissant les attentes et engagements de chaque partie. L'association, quant à elle, présentera son projet de fonctionnement, projet pédagogique, budget etc...

ARTICLE 4 :

En cas de retard ou modification dans la conception du projet, la commune s'engage à en informer l'association.